

HUMAN RIGHTS WATCH

142 rue Montmartre
75002 Paris, France
Tel : +33 (0)1 43 59 55 35
Email : paris@hrw.org
Web : www.hrw.org/fr/paris

BUREAU FRANCE

Bénédicte Jeannerod, *Directrice*
Valérie Lombard, *Directrice du Développement*
Anna Chaplin, *RAF & Responsable Relations Presse*
Natalie Lundgren, *Manager Développement*
Léa Pernot, *Coordinatrice Développement*
Camille Marquis, *Coordinatrice de Plaidoyer*

COMITÉ FRANCE

Mercedes Erra, *Co-Présidente*
Virginie Morgon, *Co-Présidente*

Robert Badinter
Mireille Delmas Marty
Costa Gavras
Christine Ockrent
David de Rothschild
Jean-Christophe Rufin
Anne Sinclair
Abderrahmane Sissako

Céline Alix
Tahar Ben Jelloun
William Bourdon
Gérard Bremond
Vincent Catherine
Celia Cattelain
Yves Choueifaty
Catherine Clément
Miranda Dunbar Johnson
Mathilde de l'Écotais
Catherine Emprin
Haroldo Korte
Réjane Lacoste
Valérie Lafarge Sarkozy
Danièle Kapel Marcovici
Didier G. Martin
Thierry Marx
Christopher Mesnooh
Nathalie Obadia
Marie-Laure Sauty de Chalon
Perla Servan-Schreiber
Evelyne Sevin
Henri Thulliez
Thierry Wellhoff

Jean-Louis Servan-Schreiber,
Président Fondateur

M. Emmanuel Macron
Président de la République française
55, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris

Paris, le 31 octobre 2019

Objet : Visite du Président de la République en Chine

Cher Monsieur le Président,

Je m'adresse à vous au nom de Human Rights Watch en vue de votre très prochaine visite en Chine.

Sous la présidence de Xi Jinping, le gouvernement chinois détient arbitrairement environ un million de musulmans turques, réprime tout activisme pacifique et refuse de respecter ses engagements vis-à-vis des droits humains des habitants de Hong Kong. En dépit des preuves accablantes de violations systématiques des droits, de nombreux dirigeants à travers le monde continuent de mener une « diplomatie silencieuse » avec la Chine, alors qu'ils dénonceraient de telles violations si elles avaient lieu dans d'autres pays. Cette stratégie de persuasion discrète ne touchant que les officiels du gouvernement et non les citoyens chinois ordinaires à travers le pays, elle n'a pas produit de pression suffisante sur le président Xi pour qu'il change de cap et cesse la spirale de détérioration des droits humains sous son mandat.

Nous apprécions le soutien de la France aux initiatives de l'Union européenne et sa position critique à l'égard de la Chine au Conseil des droits de l'homme des Nations unies. Toutefois, nous vous appelons à mettre à profit votre prochaine visite pour demander publiquement et sans ambiguïté au président Xi de fermer les camps « d'éducation politique » dans le Xinjiang, de libérer les opposants pacifiques au gouvernement, et de respecter les droits humains des habitants de Hong Kong.

Depuis votre rencontre avec le président Xi en mars dernier, les responsables chinois n'ont cessé d'affirmer que toutes les personnes détenues arbitrairement dans la région du Xinjiang - où vivent 13 millions de musulmans turques - ont simplement bénéficié d'un « enseignement

professionnel » et que la stratégie gouvernementale, qui prétend lutter contre le terrorisme, s'avère très efficace. Nous avons apprécié le fait qu'en juillet la France se soit associée à une lettre, avec 24 autres États, au président du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, dans laquelle elle a réitéré son soutien à ce que le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme ait accès à la région, et qu'elle ait de nouveau signifié ce soutien, cette semaine, lors du rappel de ces préoccupations à la Troisième Commission de l'Assemblée générale. Votre visite vous donne l'occasion de faire entendre cette demande d'accès, soulignant l'importance des efforts conjoints dans ce sens. Compte tenu de la faible pression occidentale exercée sur la Chine pour ces graves violations, les dirigeants chinois n'ont montré aucun signe de changement quant à leur politique au Xinxiang ni sur le traitement réservé à la population turcique musulmane.

La décision du Parlement européen d'attribuer le Prix Sakharov 2019 à l'économiste ouïghour emprisonné Ilham Tohti, condamné pour "séparatisme" en raison de son action en faveur du dialogue entre les Han et les Ouïghours, souligne l'importance de demander clairement la libération des personnes injustement détenues. Les autorités chinoises persistent à rejeter les listes de noms de celles dont le Service d'action extérieure de l'UE demande la libération, des listes qui ne cessent de s'allonger depuis que cette pratique existe. Le refus de telles actions diplomatiques ne fait que confirmer la nécessité d'appeler publiquement le président Xi à la libération immédiate d'Ilham Tohti, de l'avocat Wang Quanzhang et de l'activiste Chen Jianfang, parmi de nombreux autres. Cette semaine encore, Huang Xueqin, un activiste ayant écrit sur les manifestations pro-démocratiques de Hong Kong, a été arrêté.

Après plus de deux décennies d'efforts pour promouvoir le suffrage universel, garantir la liberté d'expression et maintenir leur autonomie, garantie par Pékin dans la Déclaration commune sino-britannique, les habitants de Hong Kong vivent leur cinquième mois de manifestations pour la défense de leurs droits fondamentaux. Elles se sont largement déroulées de manière pacifique mais nous sommes particulièrement préoccupés par le recours excessif à la force par la police, le non-respect du droit à un procès équitable des personnes arrêtées, ainsi que par la violence de certains manifestants. En ce qui concerne les droits et libertés en jeu, les autorités de Hong Kong se sont montrées sourdes à la plupart des sujets clé. Vous avez exprimé un grand attachement aux droits démocratiques, du Soudan au Venezuela, ainsi que votre préoccupation quant au respect par la Chine de ses engagements internationaux. C'est pourquoi nous vous appelons à vous exprimer publiquement en faveur des droits des Hongkongais à la participation politique, au rassemblement pacifique et à la liberté d'expression, et à engager le gouvernement chinois à respecter ses obligations en vertu du droit international.

En août 2017, vous avez affirmé que les intérêts diplomatiques et économiques de la France avec la Chine « ne sauraient justifier qu'on recouvre d'un voile pudique la question des droits de l'homme ». Lors de vos récents discours devant les ambassadrices et les ambassadeurs, à l'Assemblée générale des Nations Unies et au Conseil de l'Europe, vous avez insisté sur la

nécessité de « défendre la force et la vitalité des droits de l'homme qui se sont si affaibli ces dernières années » dans cet « âge de l'impunité » et de « faire preuve de courage » pour les défendre. Nous vous appelons à profiter de votre visite en Chine pour mettre concrètement en pratique ces paroles importantes et fortes.

Je me tiens à votre disposition pour échanger avec vous sur ces questions, à votre convenance.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma plus haute considération.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Kenneth Roth', with a stylized flourish at the end.

Kenneth Roth
Directeur exécutif
Human Rights Watch

